Déclaration d'intérêts : la ministre de la transition écologique avait omis son poste d'administratrice d'un lobby de constructeurs

03/01/2020 à 12h20



Elisabeth Borne a été membre du conseil d'administration d'un lobby de constructeurs quand elle était patronne de la RATP… et ne l'a pas mentionné dans sa déclaration d'intérêts. Le cabinet de la ministre assure qu'elle n'était pas obligée de signaler ce mandat. Une analyse qui interroge…

C'est une singulière épidémie qui touche le gouvernement. Après les omissions de Jean-Paul Delevoye, le haut-commissaire au gouvernement qui a oublié de mentionner quatorze mandats sur sa déclaration d'intérêts, il semble que la phobie administrative touche également Elisabeth Borne, la ministre de la transition écologique, chargée notamment des infrastructures de transports.
[…]

Marianne

[…]
Ainsi, le formulaire qu'elle a déposé à la Haute autorité pour

la transparence de la vie publique (HATVP) ne mentionnait pas son poste d'administratrice de l'Institut pour la gestion déléguée (IGD), alors qu'elle était à la tête de la RATP, au moins pour les années 2015 et 2016. **L'IGD est le principal lobby des multinationales du BTP, parmi lesquelles Bouygues, Vinci ou Eiffage.**

Or dans ses fonctions de ministre en charge des infrastructures de transport, Élisabeth Borne peut être amenée à prendre des décisions susceptibles de bénéficier à des membres du conseil d'administration de l'IGD.

Reporterre